

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE DE LA COMMISSION DES
FORETS D'AFRIQUE CENTRALE

(COMIFAC)

LIBREVILLE – GABON, LE 28 – 30 SEPTEMBRE 2004

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE :

LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

LA REPUBLIQUE DU CONGO

LA REPUBLIQUE GABONAISE

**RELATIF A LA MISE EN PLACE DE LA
TRI - NATIONALE DJA – ODZALA – MINKEBE (TRIDOM)**

LES PARTIES CONTRACTANTES :

Les Gouvernements de :

- La République du Cameroun,
- La République du Congo ;
- La République Gabonaise ;

Ci-après désignés les Parties.

CONSIDERANT les relations séculaires de fraternité et d'amitié qui existent entre les trois pays et leurs peuples respectifs ;

CONSIDERANT leur intérêt commun à conserver les écosystèmes forestiers des pays d'Afrique Centrale qui constituent non seulement un riche patrimoine universel, mais aussi un important pôle de développement économique et un cadre de vie irremplaçable pour les communautés riveraines ;

DESIREUX d'assurer une bonne coordination des actions de conservation engagées de part et d'autre de leurs frontières internationales communes ;

SOUCIEUX d'honorer les engagements pris lors du Sommet des Chefs d'Etats d'Afrique Centrale sur la conservation et la gestion durable des forêts tropicales, tenu à Yaoundé le 17 mars 1999, notamment en ce qui concerne la création des aires protégées transfrontalières ;

SOUCIEUX de mettre en œuvre les dispositions du Plan de Convergence de la COMIFAC relatives à la création et à la gestion des aires protégées transfrontalières ;

Ont décidé de conclure le présent Accord et ont désigné à cette fin comme plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun :

S.E Chief TANYI MBIANYOR Clarkson Oben, Ministre de l'Environnement et des Forêts.

Pour le Gouvernement de la République du Congo :

S.E. Monsieur Henri DJOMBO, Ministre de l'Economie Forestière et de l'Environnement.

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise :

S.E. Monsieur Emile DOUMBA, Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche, de l'Environnement, chargé de la Protection de la Nature.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I : DE L'OBJET DE L'ACCORD

ARTICLE 1^{er} :

Les Etats Parties s'engagent à coopérer, à mettre en place et à gérer en partenariat, le complexe transfrontalier d'aires protégées dit Dja-Odzala-Minkébé, en abrégé TRIDOM et son interzone dans le but de promouvoir la conservation, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et le développement durable au profit des communautés locales en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté.

CHAPITRE II : DE LA DEFINITION

ARTICLE 2 :

La TRIDOM est une zone trans-frontalière dans laquelle seront développés des processus participatifs de gestion durable des ressources naturelles. Elle est constituée des aires protégées suivantes :

- Pour la République du Cameroun : Dja, Boumba-Bek, Nki et Mengamé ;
- Pour la République du Congo : Odzala-Kokoua et Lossi ;
- Pour la République Gabonaise : Minkébé, Ivindo et Mwagné.

Ces aires protégées sont reliées entre elles par une vaste interzone, relevant territorialement et juridiquement de chacun des trois Etats concernés.

ARTICLE 3 :

Les aires protégées de la TRIDOM constituent une zone de conservation où toutes activités humaines sont, soit interdites, soit restreintes.

L'interzone comprend les zones de production forestière, les zones de chasse sportive, les zones de chasse communautaire, les zones agro-forestières, les zones d'exploitation minière ou de toute autre activité compatible avec le développement durable.

CHAPITRE III : DE LA DELIMITATION

ARTICLE 4 :

Les limites de la TRIDOM sont celles définies par les textes nationaux qui créent les aires protégées citées à l'article 3 ci-dessus et celles de l'interzone qui sont fixées suivant les schémas directeurs nationaux.

ARTICLE 5 :

Chaque Etat Partie exerce pleinement sa souveraineté sur la portion de la TRIDOM relevant de son territoire.

CHAPITRE IV : DE LA GESTION

ARTICLE 6 :

Les Etats Parties s'engagent à mettre en oeuvre un système de gestion participative se rapportant aux axes suivants :

- Harmonisation des législations;
- Lutte anti-braconnage ;
- Recherche scientifique ;
- Suivi écologique ;
- Contrôle de l'exploitation des ressources ;
- Eco-tourisme ;
- Appui institutionnel et renforcement des capacités ;
- Implication des communautés locales, des opérateurs économiques et de la société civile;
- Financement des activités ;
- Partage des retombées;
- Mise en place d'un système de communication transfrontalière,

ARTICLE 7 :

Des protocoles d'accord précisent, en tant que de besoin, les modalités de mise en oeuvre de l'article 6 ci-dessus.

CHAPITRE V : DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 8 :

La TRIDOM comprend trois organes :

Un Comité Tri-national de Supervision et d'Arbitrage (CTSA) ;

Un Comité Tri-national de Suivi (CTS) ;

Un Comité Tri-national de Planification et d'Exécution (CTPE).

Les décisions du CTSA, du CTS et du CTPE sont prises par consensus.

SECTION 1 : DU COMITE TRI-NATIONAL DE SUPERVISION ET D'ARBITRAGE (CTSA)

ARTICLE 9 :

Le CTSA est l'organe suprême de décision de la TRIDOM

Il se compose ainsi qu'il suit :

- Les Ministres en charge des forêts et de la faune des Etats-Parties;
- Le Secrétaire Exécutif de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) ou son représentant, assurant le secrétariat de la CTSA ;

Les institutions spécialisées que sont l'OCFSA, l'ADIE et le RAPAC siègent en qualité d'observateurs. Toutefois, le CTSA peut en fonction des points inscrits à l'ordre du jour, inviter toute personne ou organisation suivant sa compétence technique à participer à ces travaux comme personne ressource.

ARTICLE 10 :

Le CTSA a pour missions de :

- fixer les orientations générales sur le fonctionnement de la TRIDOM, en conformité avec le présent Accord ou toute autre convention applicable ;
- faciliter la recherche et la mobilisation des fonds pour les activités de la TRIDOM ;
- approuver la réglementation commune ;
- approuver les budgets-programmes et les rapports bi-annuels ;
- approuver les protocoles d'accord ;
- examiner et de proposer toutes mesures nécessaires à la prévention et à la résolution des conflits.

ARTICLE 11 :

Le CTSA se réunit en session ordinaire une fois tous les deux ans. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de deux Ministres en charge des forêts et de la faune des Etats Parties.

Les réunions du CTSA se tiennent de façon rotative dans les pays concernés selon un ordre arrêté d'accord parties.

Les réunions du CTSA sont précédées par des rencontres d'experts des trois Etats Parties. Les délégations sont composées en fonction des sujets à l'ordre du jour.

La présidence du CTSA est assurée par les Etats Parties de façon rotative pour une période de deux ans.

ARTICLE 12 :

Le CTSA peut, en tant que de besoin, déléguer certains de ses pouvoirs aux autres organes de la TRIDOM.

SECTION 2 : DU COMITE TRI-NATIONAL DE SUIVI (CTS)

ARTICLE 13 :

Le CTS est l'organe de suivi de la mise en oeuvre des décisions du CTSA.

Il est composé ainsi qu'il suit :

- § D'un représentant du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ;
- § D'un représentant du Secrétariat Permanent de l'OCFSA ;
- § D'un représentant du Secrétariat exécutif du RAPAC ;
- § D'un représentant du Secrétariat Permanent de l'ADIE ;
- § Des Préfets des départements ou des régions frontalières concernées ;

- § Un représentant des collectivités locales ;
- § Des Procureurs près les Tribunaux des départements ou régions concernées ;
- § Des responsables des forces de maintien de l'ordre des mêmes unités que ci-dessus ;
- § Des Directeurs chargés de la Faune et des Aires Protégées et des Forêts ;
- § Des représentants départementaux ou régionaux correspondants des Ministères en charge de la faune et des forêts des Etats concernés ;
- § Des représentants des partenaires au développement ;
- § Des Conservateurs des aires protégées de la TRIDOM ;
- § Des responsables des projets de conservation ou de gestion durable des ressources naturelles en activité dans la zone de conservation ou dans l'interzone de la TRIDOM.
- § Et tout autre expert désigné par la COMIFAC.

ARTICLE 14 :

Le CTS a pour missions :

- De résoudre les conflits qui peuvent relever de sa compétence ;
- De suivre l'exécution des plans d'action et des budgets associés;
- De suivre l'application des dispositions des protocoles d'accord ;
- D'approuver les plans de travail et assurer leur suivi ;
- De suivre et évaluer le fonctionnement du CTPE ;
- D'adopter les rapports d'activités et financiers annuels ;
- De faciliter la coordination entre les services gouvernementaux et le secteur privé.

ARTICLE 15 :

Le CTS se réunit en session ordinaire une fois par an. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de deux Préfets des départements ou régions frontalières concernées.

Les réunions du CTS sont préparées et convoquées selon les principes qui régissent les rencontres entre autorités frontalières. Toutefois, elles sont modérées par le Préfet dont le pays assure la présidence du CTSA et le secrétariat en est assuré par le pays hôte.

SECTION 3 : DU COMITE TRI-NATIONAL DE PLANIFICATION ET D'EXECUTION (CTPE)

ARTICLE 16 :

Le CTPE est l'organe de planification et d'exécution à la base des activités de la TRIDOM.

Il se compose ainsi qu'il suit :

- § Des représentants des directions départementales ou régionales des ministères chargés de la faune et des forêts des Etats concernés ;
- § Des Conservateurs des aires protégées de la TRIDOM ;
- § Des responsables des projets de conservation ou de gestion durable des ressources naturelles en activité soit dans les zones de conservation soit dans l'interzone ;
- § Des représentants des collectivités locales, du secteur privé et de la société civile de la zone concernée.

Toutefois le CTPE peut en fonction des points inscrits à l'ordre du jour, inviter toute personne ou organisation suivant sa compétence technique à participer à ces travaux comme personne ressource.

ARTICLE 17 :

Le CTPE a pour missions de :

- préparer les plans de travail et les budgets annuels consolidés ;
- préparer les projets de protocoles d'accord ;
- assurer la coordination de l'exécution des activités de la TRIDOM ;
- veiller à l'application des dispositions des protocoles d'accord ;
- assurer la circulation de l'information ;
- préparer les rapports annuels.

ARTICLE 18 :

Le CTPE se réunit en session ordinaire deux fois par an. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire à la demande des Conservateurs des aires protégées de deux pays de la TRIDOM.

Les réunions du CTPE se tiennent de façon rotative au niveau des sièges des structures de gestion des aires protégées citées par le présent accord selon un ordre arrêté d'accord parties.

L'autorité administrative territorialement compétente de l'aire protégée dont le Ministre est président en exercice du CTSA convoque la réunion du CTPE.

Le Conservateur hôte assure la modération des travaux.

L'Etat Partie hôte assure le secrétariat des travaux du CTPE.

ARTICLE 19 :

Le fonctionnement du CTPE peut être appuyé ou facilité par des projets suivant des dispositions définies par des protocoles d'accord spécifiques.

CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 20 :

Les frais inhérents à la participation des différents délégués aux travaux du CTSA, du CTS et du CTPE sont pris en charge conjointement par leurs Etats respectifs, les Projets et les Partenaires au Développement concernés.

ARTICLE 21 :

Aucune disposition prévue dans le cadre du présent Accord ne saurait être en contradiction avec les lois et règlements en vigueur dans les différents Etats Parties ou avec les accords bilatéraux régissant les relations diplomatiques entre ces pays ainsi qu'avec les conventions internationales ratifiées par ces derniers.

Les différends nés de l'application et de l'interprétation du présent Accord seront réglés par le CTSA de la TRIDOM. En cas de désaccord, les Etats Parties pourront recourir aux procédés du droit international connus.

ARTICLE 22 :

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur dès ratification par les Etats Parties.

ARTICLE 23 :

Toute modification des dispositions du présent Accord doit être approuvée par les Parties contractantes.

ARTICLE 24 :

La dénonciation par écrit des dispositions du présent accord par l'un des Etats Parties entraîne sa résiliation selon les procédures en vigueur en matière de droit international.

ARTICLE 25 :

Le présent accord est rédigé en Français et en Anglais ; la langue Française faisant foi.

Fait à Libreville, le 30 septembre 2004

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun,

S.E Chief TANYI MBIANYOR Clarkson Oben
Ministre de l'Environnement et des Forêts

Pour le Gouvernement de la République du Congo,

S.E. Monsieur Henri DJOMBO,
Ministre de l'Economie Forestière et de l'Environnement

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise,

S.E. Monsieur Emile DOUMBA, Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche, de l'Environnement, chargé de la Protection de la Nature

